
ACCÈS A UNE
ALIMENTATION DURABLE
QUELLES INITIATIVES ET
QUELS ENJEUX DANS LES
QUARTIERS ?

WÉBINAIRE
26 JANVIER 2021
RESTITUTION

TABLES DES MATIERES

03	INTRODUCTION
04	PRÉSENTATION DE LA RECHERCHE ACTION DU LERIS « VERS DES TIERS LIEUX DE TRANSITION ET DE SOLIDARITÉ ALIMENTAIRE ? »
09	LE PROJET CONDUIT À MONTPELLIER, QUARTIER CELLENEUVE, À L'INITIATIVE DE L'ASSOCIATION ESPERLUETTE
13	LE PROJET PORTÉ PAR LE SECOURS CATHOLIQUE À VAUVERT, QUARTIER DES COSTIÈRES, EN LIEN AVEC LE CONTRAT DE VILLE
18	LE PROJET VRAC « VERS UN RÉSEAU D'ACHAT EN COMMUN » TOULOUSE MÉTROPOLE DANS 5 QPV DE TOULOUSE
22	CONCLUSION
23	SOURCES & RESSOURCES



Introduction

La période de crise sanitaire que nous traversons depuis bientôt un an a conforté les arguments des tenants d'une transition vers d'autres formes d'accès à l'alimentation, par exemple avec les AMAP, les boutiques de producteurs, les groupements d'achats... Cependant, en tant que centre de ressources politique de la ville, il nous a semblé important de s'interroger sur ce qu'il en est dans les quartiers prioritaires. La question se pose dans la mesure où ces dynamiques ont jusqu'à présent tendance à laisser de côté les habitants des quartiers populaires, au risque d'aggraver les inégalités sociales dans ce domaine aussi.

Si la « transition alimentaire » est encore peu investie dans le cadre de la politique de la ville, des initiatives émergent cependant dans ces quartiers. Ce webinaire a été l'occasion de présenter des actions inspirantes, en Occitanie, **qui ont en commun l'objectif de favoriser l'accès à un mode de consommation alimentaire durable** pour les habitants des quartiers de la politique de la ville.

L'objectif de cette rencontre était aussi d'échanger autour de ces initiatives et de proposer des premiers éléments d'analyse sur les leviers et les freins à ce type d'initiatives, grâce à une recherche-action conduite par le LERIS (coopérative d'études sur l'intervention sociale basée à Montpellier) sur la faisabilité de « Tiers Lieux de transition et de solidarité alimentaire » pour tous.

Les intervenant-e-s :

Pauline Scherer, sociologue intervenante, LERIS, Montpellier
Sylvie Camand, animatrice de réseaux, territoire sud Gard, Secours catholique
Bruno Soler, chef de projet politique de la ville, mairie de Vauvert
Cathy Mazoyer-Bongesse, directrice de VRAC Toulouse Métropole



Présentation de la recherche action menée par le LERIS

Au point de départ de ce programme de recherche, le LERIS a été interpellé par le Secours populaire de l'Hérault qui voulait questionner le dispositif d'aide alimentaire en s'appuyant sur un certain nombre de critiques adressées à l'aide alimentaire « classique » : concernant la qualité des aliments distribués, mais également concernant le mode d'intervention sociale (modalités de distribution, files d'attente, etc.) [1]

Ce programme de recherche a évolué : il est parti de la question de l'aide alimentaire et des personnes en situation de précarité qui ont recours à cette aide alimentaire, pour formuler aujourd'hui la problématique davantage en termes d'accès à une alimentation durable pour tous, notamment les personnes à petit budget et les personnes en situation de précarité. Avec, comme cela va être présenté plus loin, une approche davantage centrée sur les territoires et leurs habitants plutôt que sur un segment de public spécifique que l'on désigne par l'expression « personnes en situation de précarité ».

Cette recherche action, lancée il y a deux ans, a pour périmètre deux départements de l'Occitanie avec 6 territoires d'expérimentation variés, depuis des territoires ruraux jusqu'à des quartiers politique de la ville pour les deux expérimentations présentées lors de ce séminaire.

Vers des Tiers - Lieux de solidarité et de transition alimentaire ? 6 expérimentations dans 6 territoires

Secours Populaire, Lieu
ressource
Pezenas — Hérault

L'Esperluette
Collectif d'habitants
Celleneuve — Montpellier
Hérault

Secours Populaire
Communauté de communes,
Haut — Langogne, Lozère

Secours Populaire, Secours
Catholique
CPIE Bassin de Thau
Frontignan — Hérault

Secours Catholique,
Jardin de Cocagne
Montpellier — Hérault

Secours Catholique
Vauvert — Gard

[1] Les objets d'étude du LERIS sont plutôt centrés sur l'intervention sociale au sens large. La thématique de l'alimentation a donc constitué une problématique nouvelle pour le bureau d'étude.

Présentation de la recherche action menée par le LERIS

L'hypothèse de départ était donc formulée ainsi : « L'accès à l'alimentation des personnes en situation de précarité : de l'assignation à l'émancipation ». Et dès le départ, la réflexion a porté sur la question des inégalités d'accès à l'alimentation durable à un moment où de plus en plus de citoyens s'organisent et s'approprient cette question pour monter de nouvelles formes de consommation et d'accès : les supermarchés coopératifs, les groupements d'achats, les AMAP, etc.

Avec un lien à faire avec l'agriculture autour de nouveaux modes de production et de nouvelles manières de s'organiser. Pour autant, les travaux de recherche ont montré que ces dynamiques ont tendance à laisser de côté les populations les plus fragiles économiquement, au bénéfice des populations à fort capital social et culturel. Avec le risque de creusement d'inégalités alors même que le rapport à l'alimentation a des impacts sur la santé (en termes à la fois de sécurité sanitaire et d'équilibre nutritionnel), sur l'estime de soi et le bien-être.

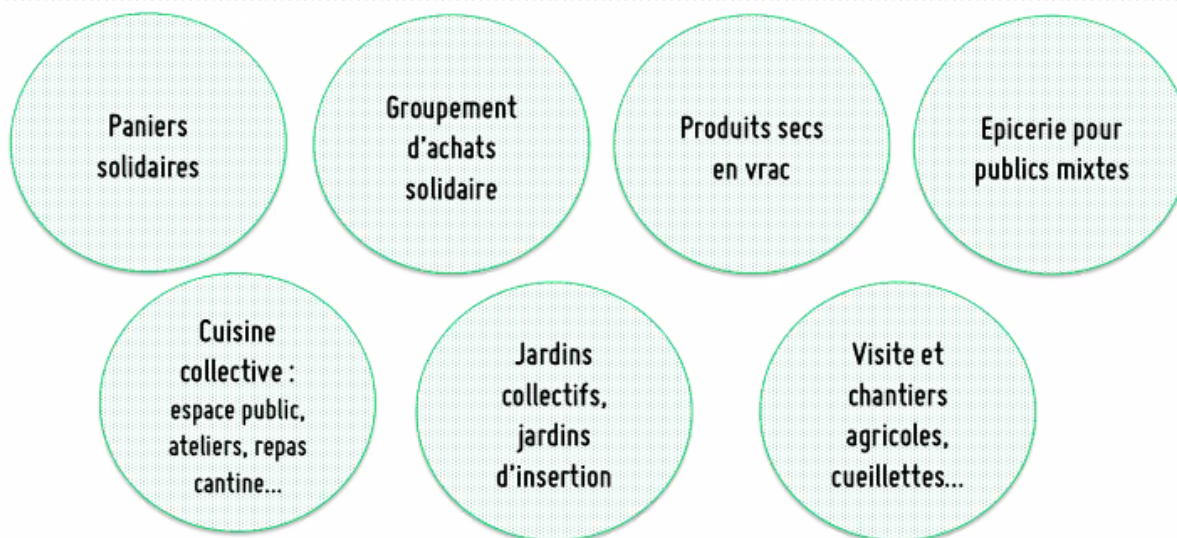
Cette recherche-action a consisté à accompagner des acteurs existants : des associations comme le Secours catholique et le Secours populaire, mais également dans le cas du quartier Celleneuve, à Montpellier, un collectif d'habitants qui était naissant. Le LERIS leur a apporté un accompagnement méthodologique avec la mise en avant de principes d'action basés sur la coopération (d'où l'utilisation de l'expression de « tiers lieux de transition et de solidarité alimentaire », au départ de cette recherche action, pour insister sur l'importance de ce principe de coopération). Avec l'idée que les personnes qui sont actrices de cette dynamique, en sont aussi bénéficiaires.

Il s'agit d'une question essentielle de la recherche action : l'importance accordée à l'action collective, à la coopération, aux enjeux d'émancipation et le fait de questionner un modèle d'aide et d'assistance pour aller vers des modèles d'action qui visent davantage l'auto-organisation, l'émancipation et le « pouvoir d'agir ».



Présentation de la recherche action menée par le LERIS

Typologies des activités sur les six terrains d'expérimentation



Paniers solidaires : paniers de légumes bio proposés aux adhérents, avec une partie proposée à des personnes en situation de précarité à des prix bas.

Groupements d'achats solidaires : il s'agit du système de l'achat groupé mais qui est ici rendu accessible aux personnes à bas revenus.

Produits secs en vrac : voir plus bas, l'exemple de l'association VRAC Toulouse Métropole.

Epicerie pour publics mixtes : il s'agit d'épiceries qui ont une dimension « épicerie solidaires » mais sans s'adresser uniquement à des personnes en situation de précarité. Il s'agit d'épiceries de quartier avec des modes d'accès différents, en termes de prix, d'organisation et d'investissement. La plupart de ces activités se basent sur des modes d'organisation qui nécessitent l'implication des « clients », leur demande de donner un peu de leur temps.

Cuisine collective : beaucoup d'actions sont menées autour de la cuisine, sous forme d'ateliers, de cantines populaires, cuisine mobile, cuisine de rue. C'est une des bases sur lesquelles se construisent ces projets, avec ce que cela comporte d'échanges, de lien social, de rencontres, et de valorisation des compétences des personnes.

Autour des jardins : jardins collectifs, jardins familiaux, jardins d'insertion (pour les ateliers chantiers d'insertion) comme vecteurs de rencontres, de bien être, voire de soins dans certains cas où la pratique du jardinage est appréhendée parfois aussi comme un soin.

Présentation de la recherche action menée par le LERIS

Typologies des activités sur les six terrains d'expérimentation (suite)

Visites et chantiers agricoles, cueillettes, etc. : il s'agit aussi d'une dimension importante sur le lien ville et campagne, production et consommation : comment redécouvrir son territoire, les métiers paysans, les métiers de la production alimentaire, les enjeux liés à l'environnement ? On a ici un travail de sensibilisation à des mondes qui tendent aujourd'hui à être largement séparés (la production d'un côté, les consommateurs de l'autre) : d'où des projets qui visent cette reconnexion entre les « deux mondes ».

L'objectif commun de ces expérimentations est de développer des modèles de solidarité coopératifs. Cette coopération est conçue comme une mise en commun de ses ressources pour atteindre un but commun, en l'occurrence ici l'alimentation durable : **mettre en lien les habitants, les acteurs du système alimentaire** (notamment les agriculteurs, les producteurs qui eux-mêmes rencontrent parfois des difficultés), les associations et intervenants sociaux dans leur pluralité, les collectivités qui sont de plus en plus partie-prenantes de ces dispositifs. La question est de voir comment travailler cet enjeu de l'accès à une alimentation durable comme un enjeu commun, et dans une approche systémique de l'alimentation. En effet, accéder à l'alimentation ne se limite pas à la question de la consommation (avec l'enjeu des pratiques alimentaires et de l'éducation) mais implique tous les maillons de la chaîne : enjeux de production, questions écologiques et environnementales.

Il s'agit aussi dans ces projets de ne pas aborder l'alimentation d'un seul point de vue, par exemple celui de la nutrition et de la santé, dimension importante mais non suffisante. Le rapport culturel à l'alimentation suppose de l'aborder également sous d'autres angles, à commencer par celui de la sociabilité et du lien associés à l'alimentation dont l'importance ne doit pas être négligée à côté de celle de la qualité des produits et de leur provenance. D'où la **recommandation d'avoir une approche multidimensionnelle de l'alimentation** : cela va toucher à la santé, à la culture, à l'affect, à une histoire familiale, à des questions politiques : l'alimentation peut en effet devenir pour certains un sujet politique, un sujet de résistance potentielle à un système dans lequel on ne se retrouve pas.



Présentation de la recherche action menée par le LERIS

Chacun va avoir sa manière de rentrer sur ce sujet de l'alimentation. D'où la possibilité de toucher une pluralité de personnes sur un territoire à travers cette thématique avec l'idée de favoriser la coopération.

L'approche privilégiée consiste à partir des habitants, de leurs besoins, de leurs aspirations, de leurs principes, de leurs pratiques, pour envisager ensemble d'entrer dans un processus de changement et de transformation, afin de répondre aux différents enjeux qui parfois peuvent entrer en contradiction les uns avec les autres : par exemple, concernant le lien entre producteurs et consommateurs précaires, la question du prix reste un problème. Le défi est de trouver des solutions. De la même façon, sur la sécurité alimentaire : la nécessité d'avoir de quoi manger, au quotidien, peut venir en contradiction avec le travail de sensibilisation aux enjeux écologiques : il ne s'agit pas de dire aux gens comment ils doivent se nourrir, d'imposer un nouveau modèle au nom de principes qui ne seraient pas appropriées par les personnes, mais de rentrer dans une dynamique collective pour, progressivement, voir comment il est possible de modifier des choses à la fois à l'échelle individuelle, et à l'échelle collective.



ZOOM SUR...

Le projet conduit à Montpellier, quartier Celleneuve, à l'initiative de l'association Esperluette

L'Esperluette est une initiative d'un collectif d'habitants, soutenue par le LERIS depuis 2 ans. Ce collectif d'habitants, constitué en 2018, est à l'image d'un quartier mixte sur le plan social et culturel, classé en partie comme quartier prioritaire de la politique de la ville. Une dynamique s'est donc formée depuis cette date autour de la création d'un « café-épicerie-cuisine solidaire. Lieu de vie et d'entraide ».

Afin de faire connaître le projet et y faire adhérer d'autres habitants, de nombreuses initiatives ont été menées sur l'espace public : four à pain mobile, épicerie et café éphémères, actions de « cuisine de rue » avec des « animations cuisine » en direction des enfants et des parents. Ces actions conviviales ont constitué un vecteur important de rencontre et d'échanges dans le quartier, autour de cette initiative.

La période de confinement a amené l'association à accentuer son action :

- L'organisation d'un point relais pour des colis alimentaires d'urgence en partenariat avec le Secours populaire.
- La mise en place d'achats groupés de fruits et légumes auprès de producteurs locaux (entre 30 et 60 commandes par semaine).
- Des commandes solidaires de fruits et légumes, via le groupement d'achats, pour les personnes bénéficiant de colis alimentaires, grâce à une caisse de solidarité et aux financements obtenus (environ 30 foyers par semaine participent à hauteur de 20% du panier pour un total de 100 bénéficiaires).

L'Esperluette dispose désormais d'un local dans le quartier pour accueillir son projet d'épicerie-café solidaire. Il s'agit d'un ancien magasin de fruits et légumes rénové progressivement grâce à des chantiers participatifs.

Le café-épicerie propose actuellement 3 offres :

- Un groupement d'achats, tous les 15 jours (100 commandes en moyenne à chaque fois dont une quarantaine « solidaires »)
- Des produits secs en vrac (accessibles à différents tarifs, selon les ressources)
- Des produits bio grâce à un partenariat avec Biocoop (invendus proposés aux adhérents en situation de précarité).

Dans le contexte de crise sanitaire, le volet café solidaire est interrompu. Ce sera également un espace de vie associative.



ZOOM SUR...

Le projet conduit à Montpellier, quartier Celleneuve, à l'initiative de l'association Esperluette

L'Esperluette est partenaire du jardin partagé de Celleneuve, dans lequel les habitants jardinent et où sont organisés des repas collectifs visant à fédérer les habitants sur des temps conviviaux.

Le projet fonctionne sur la base du bénévolat, les adhérents donnant de leur temps en fonction de leurs possibilités (contrairement à ce qui se pratique dans certains supermarchés coopératifs, ce n'est pas obligatoire).

L'Esperluette s'appuie par ailleurs sur un réseau de producteurs, contactés au fur et mesure du développement du projet, et soutient le développement de l'activité de deux paysans en cours d'installation.

Une méthode inspirée de l'action communautaire québécoise

Dans son mode de fonctionnement, les acteurs du projet s'efforcent de partir de la parole des habitants, de fédérer autour d'indignations partagées, de besoins, afin de construire une action commune. Une des spécificités et un des points fort de l'Esperluette est sa capacité à concerner une grande diversité d'habitants en termes de classes sociales, d'origines, d'âges. Il est à noter que des personnes très investies dans l'association ont-elles-même recours à l'aide alimentaire.

La gouvernance de l'association

L'Esperluette s'appuie sur un conseil d'administration collégial de 15 habitants et sur des groupes de travail qui s'occupent de différentes dimensions du projet :

- Groupe approvisionnement,
- Groupe gestion du café-épicerie et accueil des habitants,
- Groupe projet cuisine (ateliers et projet de cantine),
- Groupe « accueil solidaire » pour les personnes qui se présentent à l'accueil pour solliciter une solidarité alimentaire, en partenariat avec des structures sociales comme Adage (pour les demandeurs d'asile) et le conseil départemental.

Au quotidien, cela suppose un effort important pour animer cette dynamique collective. C'est pourquoi une personne vient d'être recrutée, à raison de 24h par semaine, pour animer la coordination de tous ces groupes, et de tous les adhérents et bénévoles qui souhaitent s'impliquer. L'association comptait 200 adhérents dont une cinquantaine d'actifs, fin 2020. Et l'enjeu est aujourd'hui de faire perdurer cette dynamique, avec les outils de l'action collective et de l'action communautaire, afin de conserver cet esprit collectif. Si ce rôle d'organisation a été centré au départ sur quelques personnes, l'objectif est qu'elles s'effacent progressivement au profit de la prise de responsabilité des uns et des autres.

ZOOM SUR...

Le projet conduit à Montpellier, quartier Celleneuve, à l'initiative de l'association Esperluette

Cette logique de travail très collectif est à la fois une force et une faiblesse, dans le sens où cela peut aussi engendrer des conflits, et des confrontations en termes de systèmes de valeur et de pratiques, notamment autour de l'alimentation. Si ces confrontations sont parfois perçues comme un écueil, elles sont aussi une force du projet car cet espace devient un espace de débat, voire d'interpellation des pouvoirs publics sur les questions d'accès à l'alimentation durable, ou de fonctionnement du système alimentaire actuel... Chacun s'implique avec une motivation singulière au départ, et progressivement apprend et se sensibilise à des enjeux collectifs plus large : alimentation saine et durable, enjeux sociaux, enjeux environnement, etc.

QUESTIONS / REPONSES

Les financements extérieurs pour cette action proviennent pour moitié de fondations et pour moitié de financeurs publics.

Créée en juin 2019, l'association a bénéficié d'un fond de démarrage de la fondation Abbé Pierre. Les financeurs publics sont les suivants : le conseil régional Occitanie sur des « budgets citoyens », en tant que projet d'économie circulaire ; l'Etat pour le financement de denrées (panier de légume, accès au vrac, produits secs) dans le cadre du plan pauvreté ; le Conseil départemental de l'Hérault dans le cadre de son budget participatif. La ville de Montpellier a accordé une subvention en 2020 et 2021.

L'Esperluette a bénéficié d'une période où la question de l'accès à une alimentation durable est très présente dans les appels à projet.

Des ressources propres

Une part des ressources de l'association est générée par les activités autonomes, actuelles ou à venir, comme la partie groupement d'achat qui ne concerne pas les personnes en situation de précarité, ou le café qui devra s'autofinancer.

A noter : Cette partie de l'activité qui ne nécessite pas de financements extérieurs vient nourrir la dynamique, et permet d'avoir un levier pour les autres activités, en termes d'implication des habitants et en termes de vie associative.

Le rôle du LERIS dans la recherche de ces financements

Au sein de l'association, des personnes ont mis à disposition leurs compétences en matière de montage de dossiers de financement. Le LERIS a eu dans ce domaine un rôle d'accompagnement pour assurer une veille sur les appels à projet et pour aider à élaborer des réponses.

ZOOM SUR...

Le projet conduit à Montpellier, quartier Celleneuve, à l'initiative de l'association Esperluette

QUESTIONS / REPONSES

Quand on devient adhérent de l'association, est-il obligatoire de donner un peu de son temps dans une logique d'échange de service ?

Donner de son temps n'est pas obligatoire contrairement à ce qui se pratique dans certaines épiceries coopératives. Mais cette implication est encouragée.

Comment est "capté" le public, en particulier les bénéficiaires de l'alimentation solidaire ?

Il existe plusieurs canaux : les gens peuvent venir de leur propre initiative en ayant connaissance de l'action par le bouche-à-oreille dans le quartier. D'autres sont orientés par les partenaires du travail social (sur prescriptions). L'Esperluette a instauré des liens avec les assistantes sociales du Conseil départemental, avec l'association ADAGES (pour les demandeurs d'asiles), et avec une association de proximité (le Clos de la Fontaine).

Comment faire pour encourager la mixité sociale dans des actions destinées à des habitants en très grandes précarité, en particulier quand elles se déroulent dans des QPV où cette mixité sociale est par définition limitée ?

S'agissant de l'Esperluette, le projet s'inscrit dans un quartier de Montpellier, Celleneuve, où la mixité sociale est une réalité. Sur la base de l'observation des autres territoires d'expérimentation, on peut faire les recommandations suivantes :

- Travailler de préférence à des dispositifs qui ne sont pas dédiés à un type de public - défini selon des critères sociaux - permet de favoriser la mixité sociale.
- Le choix de l'implantation est stratégique pour favoriser la mixité sociale : elle n'est pas encouragée si le lieu est investi uniquement par des personnes en situation de vulnérabilité.
- L'enjeu du développement durable attire des personnes (bénévoles, par exemples) d'autres milieux sociaux, d'où l'importance de lier ce genre de projets autour de l'alimentation à des enjeux sociaux et environnementaux plus larges qui vont attirer un public plus mixte socialement.

Le LERIS recommande, avec d'autres observateurs, de dépasser la focalisation sur l'aide alimentaire d'urgence, et de reconsidérer la question de façon à privilégier une démarche plus globale d'accès à une alimentation durable pour tous, vecteur puissant de cohésion et d'action collective. Transformer les pratiques alimentaires des milieux populaires dans le sens d'une alimentation saine et durable ne pourra se faire qu'en développant le type d'action collective expérimenté ici.



ZOOM SUR...

Le projet porté par le Secours catholique à Vauvert, quartier des Costières, en lien avec le contrat de ville

Le quartier des Costières à Vauvert, dans le Gard, compte 2700 habitants, soit environ le quart de la population de la commune. Il s'agit d'un quartier d'habitat social avec un revenu médian inférieur à la moyenne des quartiers prioritaires d'Occitanie. Il s'agit d'un quartier familial et très jeune. La population se caractérise également par une forte proportion d'habitants issus de l'immigration.

Le Secours Catholique s'est engagé en 2018 dans cette démarche autour de la thématique de l'accès digne à une alimentation de qualité pour tous. Une enquête par questionnaires a été élaborée avec une sociologue du Codes du Gard. Le projet a été présenté aux associations du territoire, dont le centre social et la médiatrice du service politique de la ville, qui ont facilité la passation du questionnaire auprès de 87 personnes. Sur la base des réponses, l'action a commencé en juin 2019 avec la mise en place d'ateliers cuisine et la distribution de paniers bio solidaires. Le démarrage a été progressif avec l'organisation d'ateliers cuisine un jeudi matin sur deux, au cœur du quartier prioritaire. Depuis janvier 2018, le Secours catholique bénéficie de l'accompagnement du LERIS pour mettre en place une méthode participative qui implique les habitants et les partenaires, dans une dynamique de coopération, avec l'objectif de créer un « tiers lieu de la transition alimentaire » (voir plus haut).

Atelier cuisine mobile, la « Roulotte des délices »

Il s'agit d'un camion aménagé en cuisine. Au départ, peu d'habitants du QPV y ont participé : il s'agissait surtout de personnes isolées, extérieures au quartier, qui venaient se retrouver autour d'une activité dans le but de créer du lien social. L'équipe fait le constat de la difficulté de créer une mixité sociale et culturelle au sein du QPV, et d'une tendance au « repli sur soi ».



Les paniers bio solidaires

C'est avec les premiers participants aux ateliers de la cuisine mobile qu'a démarré l'action des paniers bio solidaires.

Une année a été nécessaire pour développer ce projet et mobiliser les habitants : temps de présence sur le marché de Vauvert pour communiquer, choix des producteurs avec les habitants, en fonction de l'offre de paniers proposés.

ZOOM SUR...

Le projet porté par le Secours catholique à Vauvert, quartier des Costières, en lien avec le contrat de ville

Avant l'épidémie de Covid, l'action s'est déclinée sous la forme d'une permanence tous les 15 jours :

- un atelier cuisine à partir de légumes bio cuisinés par les habitants (plats réalisés par les participantes)
- distribution des paniers bio.

Au départ, les paniers bio étaient vendus 15€ et 7,50 euros pour les personnes en situation de précarité ; mais ce prix était trop élevé pour que les habitants précaires y aient accès. L'autre frein au démarrage de cette action résidait dans la difficulté à travailler avec les partenaires sociaux (CCAS et UTASI).

Avec l'épidémie de Covid, l'octroi de chèques service et la mobilisation des travailleurs sociaux a constitué un levier : le CCAS, le CMS de Vauvert, la médiatrice du contrat de ville ont orienté des personnes et un travail partenarial s'est progressivement mis en place. Depuis juillet 2020, des financements du Secours Catholique ont permis de subventionner davantage les paniers bio solidaires et de les rendre accessibles aux personnes en situation de précarité qui versent une participation à prix « libre et en conscience », en fonction de leurs moyens.

Durant cette période, 2 bénéficiaires des paniers ont rejoint l'équipe, en tant que bénévoles, qui se compose aujourd'hui de 6 personnes.



ZOOM SUR...

Le projet porté par le Secours catholique à Vauvert, quartier des Costières, en lien avec le contrat de ville

Où en est le projet en janvier 2021 ?

Actuellement, 37 paniers bio sont distribués chaque semaine, dont 4 à 5 personnes adhérentes qui payent le panier à son juste prix. Ce projet vise une mixité sociale : l'adhésion d'un plus grand nombre de personnes est attendue dans les prochains mois grâce une meilleure communication.

Le choix a été fait de réaliser la distribution des paniers bio au cœur du quartier, le jeudi matin, avec 2 points de livraison chaque fois.

Les personnes bénéficiaires des paniers bio solidaires sont désormais orientées par les services sociaux sur la base d'un critère de revenu : reste à vivre de 200€ par personne et par mois. En contrepartie, il leur est demandé une participation financière « libre et en conscience ». La participation financière peut varier d'une semaine à l'autre. Concrètement, le paiement est remis dans une enveloppe. Le paiement moyen constaté est de 4,50 euros par panier.

Chaque fois, il est proposé aux personnes de s'impliquer dans une logique d'échange de services :

- Covoiturage pour venir chercher les paniers, ou dépôt de leur panier chez des personnes qui n'ont pas pu venir les chercher ;
- S'impliquer dans un « groupe producteur » pour faire évoluer la composition du panier ;
- Participation à l'enrichissement des recettes qui sont distribuées dans les paniers ;
- Participation à la logistique, etc.

Lors d'un bilan réalisé en septembre 2020, des bénéficiaires ont émis le souhait de faire évoluer la composition des paniers (en y ajoutant des œufs par exemple) ; mais très peu de personnes ont participé à ce bilan.

La mixité sociale est un enjeu important pour ce type de projet : le choix de livrer les paniers dans la rue, pour ne pas stigmatiser, répond à cette exigence. **La livraison de paniers n'est pas affichée comme de l'aide alimentaire mais bien comme l'accès de tous à une alimentation saine.** Cette distribution de panier est ouverte à tous, y compris les personnes qui ont les moyens de les acheter, ce qui favorise la rencontre et la mixité sociale.

ZOOM SUR...

Le projet porté par le Secours catholique à Vauvert, quartier des Costières, en lien avec le contrat de ville

Les agriculteurs sollicités sont 2 producteurs qui se relaient pour la composition des paniers :

Une semaine c'est un ESAT qui propose un gros panier à 20 € ;

La semaine suivante c'est un regroupement de producteurs de Saint-Gilles (petits et gros paniers à 10 et 17 euros).

Quand il sera possible de redémarrer la cuisine mobile « Roulotte des délices », celle-ci deviendra un lieu de livraison ainsi qu'un espace d'atelier, avec la possibilité de partager des moments collectifs.

Le Four mobile

Il est né du constat de la difficulté de susciter de la mixité sociale et culturelle à l'occasion des ateliers cuisine. Ce four mobile, inspiré d'une initiative conduite à Montpellier, a été conçu comme un outil fédérateur autour du projet. Il a été financé dans le cadre du contrat de ville.

La construction du four a été réalisée par 4 jeunes en insertion accompagnés par l'association Présence 30, et a bénéficié de l'appui technique d'un ingénieur qui réside à Vauvert et fabrique des fours solaires (Association Alter'Eco 30). Ce four, monté sur une remorque, sera utilisé lors d'événements autour de l'alimentation saine et durable dans différents quartiers de Vauvert. Il pourra également être mis à disposition d'associations dans le cadre de fêtes de quartier.

Les « tournées solidaires »

Dans le cadre de l'appel à projet « quartiers solidaires » lancé par la DDSC du Gard en juillet 2020, le chef de projet du contrat de ville de Vauvert a fédéré plusieurs acteurs sanitaires et sociaux du territoire pour déboucher sur un projet partenarial qui vise cette fois plus spécifiquement des personnes âgées isolées résidant dans le quartier autour des questions de santé et d'alimentation. La maison de santé pluriprofessionnelle (MSP) de Vauvert, les médiateurs et le CCAS ont participé à la réflexion sur le projet, qui a ensuite associé plusieurs acteurs institutionnels et associatifs. Cette action prendra la forme de « tournées solidaires » en pied d'immeuble dans le quartier des Costières, tous les 15 jours. La « roulotte des délices » et le four à pain seront mobilisés. Dans le cadre d'un travail avec la MSP, des personnes âgées fragilisées seront accueillies autour d'un repas partagé et d'ateliers cuisine. Ce projet va reposer en partie sur la création d'un poste d'adulte relai santé-alimentation qui sera porté par le Secours catholique du Gard.

Ce projet - en construction - pourra évoluer en fonction des demandes exprimées par les habitants.

ZOOM SUR...

Le projet porté par le Secours catholique à Vauvert, quartier des Costières, en lien avec le contrat de ville

QUESTIONS / RÉPONSES

Sur les 30 paniers bio distribués chaque semaine, comment est déterminée la part entre les paniers solidaires et les autres ?

Pour l'instant, il n'y a pas de ratio prédéfini entre les personnes précaires et les autres car ces dernières sont très peu nombreuses jusqu'à présent. Les personnes qui bénéficient des paniers solidaires sont orientées dans le cadre du financement des personnes en situation de précarité alimentaire (le Secours catholique bénéficie d'un financement au titre du plan pauvreté à l'échelle du département du Gard). Au prorata de ce budget, 30 foyers peuvent être accueillis chaque semaine à Vauvert ; et compte tenu des entrées et des sorties, ce sont 45 foyers qui ont pu à ce jour bénéficier d'un panier bio solidaire.

Les « tournées solidaires » en pied d'immeuble : où seront accueillies les personnes âgées ?

Un barnum, des tables et des chaises seront mis à disposition du projet. Actuellement, au sein de la MSP, une infirmière fait des bilans de santé qui font ressortir des indices de fragilité des personnes âgées – carences alimentaires, isolement social, sédentarité –, cette notion de fragilité correspondant à l'étape avant la situation de dépendance. Et l'objectif est de retarder l'entrée dans la dépendance de ces personnes fragilisées. Le médiateur santé alimentation, en cours de recrutement, sera chargé de mobiliser les ressources du territoire pour répondre aux besoins identifiés chez ces personnes âgées. Dans le cadre des « tournées solidaires », des animations seront proposées autour du repas partagé, pour les inciter à sortir, à se rencontrer (le CODES du Gard propose par exemple des ateliers ludiques pour échanger autour des questions liées à l'alimentation, en lien avec le Secours Catholique).

ZOOM SUR...

Le projet VRAC « Vers un réseau d'achat en commun » Toulouse métropole dans 5 QPV de Toulouse

La 1ère association VRAC a été créée en décembre 2013, à Lyon, à l'initiative du bailleur Est-Métropole-Habitat (EMH) afin de développer le reste à vivre de ses locataires et de la Fondation Abbé-Pierre dans le cadre de sa stratégie de lutte contre l'isolement. Le projet a été mis en œuvre à Lyon par Boris Tavernier, qui est aujourd'hui en charge du réseau national des associations VRAC.

Le projet VRAC part du constat que pour favoriser l'accès au bio et au vrac du plus grand nombre, il faut surmonter un certain nombre de freins ou représentations :

- Économique : c'est trop cher ;
- Géographique : on n'en a pas au pied de notre immeuble il va falloir se déplacer ;
- Préjugés : élitiste, « ce n'est pas pour nous » ;
- Méfiance : peur d'une qualité moindre puisque les produits sont vendus moins cher que d'ordinaire pour un produit de qualité ou parce qu'on ne connaît plus le « vrai » goût des aliments.

Parmi les spécificités des groupements d'achats qui s'inspirent de la démarche VRAC initiée à Lyon, il y a donc la volonté de rendre accessibles à tous des produits alimentaires de qualité vendus en vrac, à prix coûtant, en organisant des points de distribution dans des quartiers de la politique de la ville.

L'accès aux produits vendus dans ce cadre est également ouvert à des personnes qui n'habitent pas ces quartiers, à charge pour eux de se rendre pour cela dans les QPV où sont organisés les points de distribution.



ZOOM SUR...

Le projet VRAC « Vers un réseau d'achat en commun » Toulouse métropole dans 5 QPV de Toulouse

L'association VRAC Toulouse Métropole a été créée en novembre 2018, sur le modèle de celle de Lyon. Les initiateurs du projet ont été accompagnés pendant 2 ans, en 2017 et 2018, dans le cadre d'un incubateur et d'une fabrique à initiative, Première Brique. Plusieurs acteurs de la métropole toulousaine (à commencer par les collectivités, bailleurs sociaux, services sociaux, et acteurs associatifs) ont été associés à la démarche visant à définir en quoi allait consister le VRAC Toulouse Métropole.

Après le recrutement d'une salariée en avril 2019 (et d'une seconde en 2020), l'action a débuté en juin 2019 sur deux quartiers politique de la ville situés à Toulouse : Bellefontaine et Soupetard. Au lancement de l'action, la salariée et des bénévoles de l'association Vrac TM sont intervenus dans le cadre d'ateliers organisés par les centres sociaux implantés dans les deux premiers quartiers visés : atelier zéro déchets, atelier parents-enfants et atelier cuisine. Dans chacun de ces ateliers, la démarche de VRAC a été présentée comme une illustration du thème de l'atelier : une initiative favorable au 0 déchet, et à l'accès à une alimentation de qualité.

Trois groupements ont ensuite ouvert dans les quartiers 3 Cocus (décembre 2019), Bagatelle (décembre 2020) et Reynerie (février 2021).

VRAC : comment ça marche ?

Il faut être adhérent de l'association VRAC TM pour pouvoir commander des produits. Le montant de la cotisation est libre à partir de 3 € pour les habitants des quartiers politique de la ville et habitants dits « prioritaires » (étudiants et personnes à faibles revenus) et à partir 10 € pour les habitants hors QPV.

Les modalités de commande

Les adhérents peuvent passer commandes en ligne via la plateforme : cagette.net ou sur place dans les centres sociaux et les associations partenaires présentent dans les quartiers concernés.

Le catalogue des produits proposés est envoyé par mail. Il est également disponible sur place, dans les centres sociaux partenaires, ainsi que dans d'autres associations présentes dans les quartiers concernés. Les adhérents sans adresse mail sont informés à l'avance des 3 prochaines dates de commande et de distribution.



ZOOM SUR...

Le projet VRAC « Vers un réseau d'achat en commun » Toulouse métropole dans 5 QPV de Toulouse

La distribution

Des **points de distribution éphémères** sont organisés toutes les 6 semaines dans les locaux des centres sociaux, partenaires de VRAC dans les quartiers concernés.

- Les adhérents aident à réceptionner les commandes qu'ils ont aidé à préparer en amont
- Ils sont présents de 14h à 17h pour la distribution des commandes.
- Les adhérents qui viennent sont invités à être le plus autonome possible (se servir tous seuls ; balances et poubelles à leur disposition) et ils arrivent avec leurs propres contenants.

Les **partenaires** sont également présents sur les points de distribution et animent des **échanges** autour de la santé, l'environnement, etc. Les fournisseurs viennent également pour rencontrer les adhérents et discuter des produits, de leur production, etc.

La mise en œuvre de l'action s'appuie donc sur des partenaires implantés dans les QPV.

Ils jouent un rôle important pour assurer la logistique et l'accueil de la distribution des commandes dans un local approprié : des centres sociaux (centre social Bellefontaine Lafourquette, centre social Jolimont-Soupetard, centre Social CAF Les Izards-Borderouge, centre social CAF Reynerie, Assqot Bagatelle), une maison de quartier, deux régies de quartier et une association d'insertion (Garage Pour Tous).

Les acteurs de terrain jouent également un rôle pour communiquer auprès des habitants puisque l'association VRAC n'a pas d'activité d'accueil au quotidien dans le quartier. La direction de l'action territoriale de Toulouse met par ailleurs à disposition un mailing permettant de communiquer auprès d'un large public concerné.

Une action qui nécessite une implication des adhérents

Chaque adhérent est potentiellement acteur de la démarche. Les 2 salariées de VRAC jouent un rôle d'interface entre adhérents, habitants, producteurs et fournisseurs. La distribution suppose donc l'implication des adhérents sans laquelle le dispositif ne peut pas fonctionner :

- Participation à la logistique ;
- Un « club produit » rassemble des adhérents qui vont participer à la sélection des produits : prix, goût, producteurs, fournisseurs, etc.
- Un « club caisse » rassemble des adhérents qui vont remplir le rôle de caissier ou de caissière sur les points de distribution.
- Information des adhérents consommateurs sur l'action VRAC et sur les produits.

ZOOM SUR...

Le projet VRAC « Vers un réseau d'achat en commun » Toulouse métropole dans 5 QPV de Toulouse

Une action qui revêt une pluralité de dimensions :

- Santé : mieux manger à travers des produits de qualité
- Économique : le prix est juste pour les producteurs et accessible pour les habitants
- Environnement : venir avec ses propres contenants c'est participer à la réduction des déchets
- Lien social : un vrai temps de vie sur les lieux de distribution avec une mixité sociale entre des gens qui ont des intérêts communs.
- Tout adhérent devient acteur du projet : il y a donc une dimension d'émancipation.

Le profil des adhérents / consommateurs de VRAC Toulouse Métropole :

- 50% d'habitants des QPV : ce ne sont pas les plus précaires, ils sont dans la médiane des habitants des QPV concernés ;
- 50% ne sont pas habitants des QPV mais doivent se rendre sur les points de distribution situés en QPV, ce qui contribue à la mixité sociale.

Les produits vendus

- 47% de produits en vrac,
- Produits d'hygiène et d'entretien en sec,
- 59% de producteurs direct,
- 69% de produits régionaux,
- 72% de produits labellisés bio.

Le modèle économique

L'achat et la revente à prix coûtant sont permis grâce à la participation des adhérents et aux subventions des partenaires financiers de VRAC Toulouse Métropole : Toulouse Métropole, bailleurs sociaux, Etat, Conseil régional, Département et quelques fondations. L'implication des bailleurs sociaux fait partie de l'ADN des associations du réseau VRAC. A Toulouse, on y retrouve les trois principaux acteurs du logement social de l'aire toulousaine, Patrimoine SA Languedocienne, le Groupe des Chalets et Toulouse Métropole Habitat, regroupés au sein de Coop'IB (Coopération Inter-Bailleurs).



ÉLÉMENTS DE CONCLUSION SUR CES TROIS EXPÉRIENCES

Les exemples présentés lors de ce webinaire montrent l'importance de créer des alliances entre des acteurs qui n'ont pas l'habitude de travailler ensemble autour de thématiques jusqu'alors très cloisonnées : alimentation, écologie, précarité, agriculture, solidarité. Cette coopération / alliance est indispensable à la réussite de ces initiatives.

Ces expériences font également ressortir l'importance d'une réponse territoriale. La crise sanitaire rend cette démarche collective difficile mais révèle paradoxalement l'urgence de travailler en synergie.

- Partir des moyens et de ce qui existe localement pour initier des actions autour de l'accès à une alimentation durable qui « colle » à la réalité du territoire : d'où l'importance de bien repérer dès le départ quels sont les acteurs, les producteurs, les ressources...
- Réaliser des enquêtes auprès des habitants pour recueillir leurs besoins, communiquer, sensibiliser et fédérer.

Cela suppose aussi de dépasser la focalisation sur l'aide alimentaire d'urgence, et de reconsidérer la question de façon à privilégier une démarche plus globale d'accès à une alimentation durable pour tous, vecteur puissant de cohésion et d'action collective. Transformer les pratiques alimentaires des milieux populaires dans le sens d'une alimentation saine et durable ne pourra se faire qu'en développant le type d'actions collectives présentées ici.

POUR ALLER PLUS LOIN

Sources et ressources

Sources en ligne sur les expériences présentées

- [Sur la recherche action du LERIS](#)
- [Sur l'Esperluette à Montpellier, quartier Celleneuve](#)
- [Sur l'action du Secours catholique à Vauvert](#)
- [Sur le réseau VRAC](#)

Ressources documentaires : études, recherches

- [Agir contre la précarité alimentaire en favorisant l'accès de tou.te.s à une alimentation de qualité, Le LABO de l'ESS, oct. 2020](#)
- [Dominique Paturel et Nicolas Bricas, Pour une réforme de nos solidarités alimentaires, So What n°9, mars 2019 \(chaire Unesco Alimentation du Monde\)](#)
- ["Pour une alimentation de qualité et durable accessible à tous", recherche-action animé par le réseau CIVAM \(2016-2019\)](#)

Documents officiels

- [Pacte Régional pour une Alimentation Durable en Occitanie](#)
Voir Axe 4 : Favoriser la solidarité et la citoyenneté alimentaire (p. 34 et s.)
- [Vers une alimentation durable, rapport d'information du Sénat, 28 mai 2020 \(synthèse\)](#)
- [Programme national pour l'alimentation 2019-2023 : territoires en action](#)

C&CONTACT

04.67.07.02.38

contact@villesetterritoireslr.fr

www.villesetterritoireslr.fr